

CEDI - P. I. B.
DATA 04/04/94
COD BCD 04023

R a p p o r t g é n é r a l

d e l a M i s s i o n d ' e n q u ê t e d ' I W G I A

c h e z l e s I n d i e n s d e R o r a i m a ,

a u B r é s i l d u N o r d ,

d u 3 a u 1 9 j a n v i e r 1 9 8 5 .

p a r R e n é F u e r s t ,

m e m b r e d u C o m i t é d i r e c t e u r d ' I W G I A

G e n è v e / C o p e n h a g u e , f é v r i e r 1 9 8 5

Introduction	3
Carte de Roraima, localisation de la population indigène et itinéraire de la Mission	6
Mouvement indigène brésilien: l'exemple de la réunion de Surumu (7-9 janvier 1985)	7
Illustrations: Ailton Krenak membre de l'UNI, la réunion de Surumu, Yanomami de Couto de Magalhaes	10
Situation indigène brésilienne en général: l'exemple des Yanomami (13-15 janvier 1985) ..	13
Conclusion	16
Appendice: lettre des Indiens de Roraima au nouveau Président de la République	17

I n t r o d u c t i o n

Le plus septentrional des Etats, voire Territoires, brésiliens, celui de Roraima est aussi le moins peuplé de tous (120.000h), celui qui compte le moins d'habitants au km² (0.50), mais dont le pourcentage de la population indigène est actuellement le plus élevé (25%).

Aux confins du Venezuela au nord, de la Guyane à l'est et de l'Etat brésilien d'Amazonas au sud et à l'ouest, la superficie de Roraima est de 240.000km² ou donc six fois celle de la Suisse. Pour ce qui est de la nature de ce Territoire aussi étendu qu'inhabité, il s'agit de 5/6 de forêt plus ou moins accidentée et de 1/6 de savane à peu près plate qui couvre son extrémité nord-est. Quant à sa frontière avec le Venezuela, elle suit la ligne de partage des eaux de l'Orénoque et de l'Amazone, ligne dont le point culminant est ici le mont Roraima (2.875m). Tributaire du Rio Negro, le Rio Branco et ses affluents irriguent l'ensemble d'un Territoire dont le climat chaud, en janvier 1985, était aussi humide en forêt qu'il était sec en savane.

Boa Vista (60.000h), la capitale de Roraima, se trouve à 500km de Manaus mais à 3.500km de Sao Paulo. Des routes non encore asphaltées et des lignes aériennes la relie à Caracas, à Georgetown et à Manaus. Si la savane est déjà occupée par les "fazendeiros" (éleveurs de bétail), la forêt est de plus en plus envahie par les "garimpeiros" (prospecteurs de minerai). A ce propos, et selon des renseignements tirés du South American Handbook (Brooks, 1977), la première exploration non indigène de la région remonte à 1670, le premier missionnaire à 1725 et le premier bétail à 1787. C'est dire qu'une partie de la population indigène est en contact avec les Brésiliens depuis longtemps si ce n'est qu'elle a

déjà été absorbée par eux.

C'est pourtant en Roraima que demeure le quart du plus grand peuple indigène encore isolé de l'Amérique toute entière: les Yanomami ou Yanoama, comme on préfère les appeler au Venezuela. A ces Indiens de la forêt (5.000h), il faut ajouter les Makuxi (15.000h) et les Wapixana (5.000h) de la savane, deux groupes respectivement Karib et Aruak au contact déjà séculaire avec les missionnaires et les éleveurs de bétail. Avec plusieurs autres, numériquement moins importants, ils représentent à eux seuls le 15% de la population indigène actuelle totale du Brésil.

Comme on le voit, les Indiens de Roraima, leur nombre relativement élevé, leurs degrés de contact et leurs perspectives d'avenir très divers se prêtaient tout particulièrement à une Mission d'enquête d'IWGIA. Celle-ci fut décidée suite à une invitation de l'UNI (Union brésilienne des nations indigènes) en date du 19 novembre 1984, et signée par Ailton Krenak et Alvaro Tukano. A vrai dire, une telle possibilité avait déjà été envisagée avec ce dernier lorsqu'il participait à la réunion du Groupe de travail sur les populations indigènes, aux Nations Unies, à Genève, en août, et avait ensuite été communiquée à la réunion du Comité directeur d'IWGIA, à Copenhague. C'est alors que furent désignés les membres de l'éventuelle Mission: Teresa Aparicio, du Secrétariat, et René Fuerst, du Comité et en sa qualité de responsable spécial de celui-ci pour la région amazonienne (1).

Le but de la Mission était d'une part, et à l'exemple de la réunion des Chefs indigènes de Roraima, d'enquêter sur l'existence, voire l'essence, d'un mouvement indigène brésilien qui, depuis 1974 et 1982, se manifeste par des réunions respectivement régionales et nationales, ainsi que par la présence de l'UNI depuis 1980. D'autre part, et à l'exemple de la campagne de vaccination actuellement en cours, il s'agissait de vérifier et d'évaluer l'application aux Yanomami d'un programme de santé dont se charge le CCPY (Commission pour la création du Parc Yanomami) depuis sa fondation en 1979, programme qui est soutenu par IWGIA depuis 1980. Enfin, notre intention visait à une meilleure compréhension de la situation indigène brésilienne en général.

fixé et sans la moindre difficulté, c'est d'abord grâce au prompt financement de la Mission par NORAD (Agence norvégienne pour le développement international). C'est ensuite grâce aux facilités de transport et de séjour offertes par le CCPY et l'Ordre catholique de la Consolata. C'est enfin grâce à l'autorisation de la FUNAI (Fondation nationale brésilienne de l'Indien) qui nous permit de nous rendre en territoire indigène sans passer par les habituelles démarches préalables. Que toutes ces organisations soient ici remerciées au nom d'IWGIA, en mon nom personnel et en celui de la cause indigène dans son ensemble.

(1) Si pour Teresa Aparicio ce fut une première tout à fait réussie, et qui l'a incitée à prendre sur elle la rédaction de la partie détaillée mais confidentielle du Rapport, René Fuerst avait à son actif des missions semblables chez les Indiens du Brésil et notamment chez ceux de Roraima: 1969, 1970, 1971 et 1972.

IWGIA MISSION TO THE INDIANS OF RORAIMA

----- itinerary



M o u v e m e n t i n d i g è n e b r é s i l i e n :

l ' e x e m p l e d e l a r é u n i o n d e S u r u m u

(7 - 9 j a n v i e r 1 9 8 5)

Dans l'après-midi du 6 janvier, nous quittons Boa Vista pour Surumu à bord de deux véhicules appartenant à l'Ordre catholique de la Consolata, un camion et une camionnette. Si ma collègue a le mérite d'avoir voyagé dans le premier, ensemble avec 50 Indiens endurcis, j'ai la chance d'avoir partagé la seconde avec deux religieuses et avec Terencio, le chef Makuxi qui avait représenté son peuple à la 2e Réunion nationale de Brasília, en avril 1984.

Surumu se trouvant à 200km au nord de Boa Vista, il nous faudra quatre heures de route cahoteuse et poussiéreuse pour y parvenir à la nuit tombante. A mi-chemin, au lieu-dit des "Trois Coeurs", nous nous arrêtons le temps de boire un café. Le débit étant situé dans une réserve indigène contrôlée par la FUNAI, quelle n'est pas notre surprise d'y être confrontés de visu avec une importante provision de boisson alcoolique dont la vente aux Indiens est normalement interdite!

A Surumu donc, merveilleusement placé dans une savane bordée de montagnes, nous sommes nourris et logés à la Mission de la Consolata. Comprenant entre autres un hôpital et une école, cette Mission dispose en effet des moyens nécessaires au déroulement d'une réunion qui, depuis dix ans, rassemble durant plusieurs jours quelque 100 chefs indigènes de Roraima, et à laquelle nous étions invités à participer dès le lendemain matin 7 janvier.

* * *

En comptant finalement avec la présence de 150 personnes, la réunion comprenait d'une part les représentants des peuples et organisations indigènes suivants: les Makuxi, les Wapixana, les Yanomami et l'UNI, celle-ci en les personnes

d'Ailton Krenak et Alvaro Tukano. D'autre part, parmi les observateurs non indigènes, et en plus de l'évêque de Roraima, les religieux et religieuses de la Consolata, je me bornerai à signaler la présence de représentants de la FUNAI, du CIMI (Conseil indigéniste missionnaire brésilien) et du CCPY, celui-ci en la personne de Claudia Andujar. Contrairement aux réunions passées, et à la demande des religieux eux-mêmes, les femmes indigènes n'étaient pas admises. Ce fut pourtant une Indienne Xerente du Brésil central, ex-infirmière de la FUNAI actuellement en séjour chez les Makuxi, qui coordonnait l'un des sept groupes de travail plus régionaux qu'ethniques.

Plus que notre présence étrangère mais cependant internationale, ce fut celle de trois Indiens Yanomami et de deux membres de l'UNI qui donnait à la réunion un caractère sans précédent. Si pour les Yanomami il s'agissait avant tout de se familiariser avec ce genre de plate-forme, avec la possibilité d'y rencontrer d'autres Indiens de Roraima et de s'y exprimer devant un auditoire apparemment digne de foi, les membres de l'UNI se donnaient pour tâche une leçon de prise de conscience à l'échelon national non seulement des Yanomami mais des peuples indigènes de Roraima en général. En fait, une tâche importante que les religieux avaient délibérément négligé jusqu'à présent.

A en juger par leur lettre au nouveau Président de la République (voir Appendice page 17), l'un des principaux soucis des chefs indigènes de Roraima est tout naturellement la démarcation et la valorisation de leurs terres ancestrales. A l'exemple des Yanomami, les Makuxi septentrionaux exigent un territoire unique et continu plutôt qu'une série de réserves séparées les unes des autres, et par conséquent faciles à envahir. Quant à la valorisation d'un tel territoire, ils la désirent justement sous forme d'élevage bovin. Viennent ensuite les questions de santé et d'éducation: dans les deux cas, les chefs réclament la formation d'éléments indigènes plus aptes que les Blancs à soigner et à instruire d'autres indigènes. Pour ce qui est de l'éducation, ils la veulent bilingue et -culturelle, car ils savent désormais qu'à long terme l'Indien ne peut compter que sur lui-même.

En réalité, ce n'est parce qu'ils n'obtiennent pas ce qu'ils désirent que les Indiens de Roraima ne savent pas ce

qu'ils veulent ou qu'ils acceptent de bon coeur ce que leur proposent leurs interlocuteurs quels qu'ils soient. Comme je l'ai dit dans mon introduction, les degrés de contact aussi bien que les perspectives d'avenir varient d'un peuple indigène à l'autre et ne peuvent être utilisés comme bases de raisonnement sinon d'une façon spécifique.

Par conséquent, il en va de même pour les besoins immédiats de ces peuples: conservation de leurs terres encore inoccupées et de leur santé encore bonne pour les Yanomami, récupération de leurs terres déjà occupées et de leur éducation déjà mauvaise pour les Makuxi et les Wapixana. Et, ces besoins, les chefs indigènes de Roraima ont prouvé les connaître mieux que quiconque d'autre, mieux que ceux qui souvent encore se veulent leurs interprètes par trop zélés...

A ce propos, la déclaration suivante faite à ma collègue par un représentant indigène à la réunion de Surumu me paraît aussi révélatrice que significative. Nous, les Indiens, disait-il, nous avons deux ennemis principaux: le Gouvernement brésilien et l'Eglise chrétienne. Si nous combattons les deux, nous disparaîtrons physiquement et culturellement. Pour cette raison, nous nous sommes alliés à l'ennemi le moins dangereux, c'est-à-dire l'Eglise.

S i t u a t i o n i n d i g è n e b r é s i l i e n n e
e n g é n é r a l :

l ' e x e m p l e d e s Y a n o m a m i

(1 3 - 1 5 j a n v i e r 1 9 8 5)

Nos terres ne sont toujours pas démarquées. C'est pour-
quoi elles continuent à être envahies par les Blancs qui en
retirent nos richesses et qui nous transmettent leurs mala-
dies. Et ce sont ces maladies qui tuent mon peuple, l'un des
plus anciens du Brésil et du Venezuela. C'est en ces termes
simples mais précis que s'était exprimé Davi, l'un des trois
Yanomami qui pour la première fois participaient à la réunion
de Surumu et le seul d'entre eux à parler en portugais.

Pour ce qui est de l'invasion d'ailleurs illégale de ces
terres, nous devons nous en rendre compte in loco durant
notre séjour à Couto de Magalhaes. A deux reprises, en effet,
le poste indigène fut survolé par une avionnette dont le but
n'était autre que de larguer du ravitaillement aux "garimpei-
ros". Etant donné la fréquence de ces survols, il s'agit
d'une invasion massive et qui pourrait bien être celle récem-
ment dénoncée du Rio Apiau, en plein territoire indigène.

Quant aux maladies qui résultent du contact sporadique,
voire même indirect, avec les "garimpeiros", c'est-à-dire par
l'entremise d'autres Yanomami, Couto de Magalhaes devait éga-
lement nous en fournir la preuve. Car, si l'objectif princi-
pal était alors la vaccination des habitants, l'équipe médi-
cale ne cessait de remédier à toutes sortes de maux d'intro-
duction récente mais pouvant entraîner la mort tout comme le
font déjà la grippe, la rougeole et la coqueluche.

A 300km à l'ouest de Boa Vista, à une heure de vol
au-dessus de la forêt, Couto de Magalhaes est le poste de la
FUNAI supposé contrôler les habitants de la rivière du même
nom, soit environ 300 Yanomami qui sont en relation avec ceux
du Rio Catrimani (300h), du Rio Mucajai (300h), de la Serra
dos Surucucus et du Rio Parima (3000h), cette dernière

concentration indigène encore isolée étant la plus importante du Brésil. L'équipe médicale y comprenait Daniel Lévy-Bruhl, de Médecins du Monde, Claudia Andujar et Carlo Zacquini, du CCPY. Si Daniel appliquait les vaccins que nous venions de transporter de Boa Vista, Claudia les inscrivait sur la fiche individuelle d'identité, de santé et de vaccination dont fait usage le CCPY depuis 1984, et Carlo, l'un des rares Blancs à parler couramment la langue de ces Indiens, servait d'interprète. A cette occasion, l'équipe fut aidée par le chef de poste, un infirmier de la FUNAI disposant d'un émetteur-récepteur mais ne pouvant en réalité faire venir des médicaments ou encore un médecin comme il le voudrait en cas de besoin, ainsi que par Ailton Krenak, le premier membre de l'UNI à se rendre chez les Yanomami, et par ma collègue Teresa.

Comme on le voit, l'application d'un programme de santé comporte ici de sérieux obstacles. S'il est difficile de trouver un médecin brésilien qui veuille bien sacrifier quelques mois de sa vie privilégiée en faveur des plus déshérités, ceux qui volontairement et bénévolement viennent d'Europe n'ont pas l'approbation des autorités responsables. Pour ce qui est des vaccins, ils doivent être transportés chaque fois par voie aérienne et de ce fait occasionnent au CCPY des frais énormes, surtout que la FUNAI refuse de collaborer à des campagnes qui normalement lui incombent! Quant aux Indiens, et pour autant qu'ils soient présents au moment de la vaccination, l'établissement de leur identité s'avère plus compliqué que celui de leur état de santé et exige de la part du CCPY des connaissances aussi bien linguistiques qu'ethnologiques. A tous ces obstacles s'en ajoutent d'autres, souvent imprévisibles, tels que l'apparition soudaine d'une épidémie chez un groupe éloigné et difficilement accessible, ou encore le fait que l'un des membres de l'équipe médicale tombe lui-même malade et doit être évacué dans des conditions parfois plus dures à supporter qu'à imaginer.

Pour ma part, je ne puis qu'exalter l'action prompte et dévouée de Claudia Andujar et Carlo Zacquini, ainsi que celle de Daniel Lévy-Bruhl dont ce fut pourtant la première expérience hors d'Europe et d'un genre tout à fait inhabituel.

* * *

Le 17 janvier, au moment de monter à bord d'une avionnette qui nous a fait attendre jusqu'en fin d'après-midi et au pilote de laquelle il a fallu rappeler sa promesse par radio, les Yanomami nous demandent d'emmener avec nous l'une des leurs. Il s'agissait d'une femme âgée, chez laquelle Daniel avait constaté une tumeur abdominale et pour le transfert de laquelle il n'avait pas trop insisté.

Etant complètement nue, et ses proches ne voulant pas se séparer de l'une des rares pièces vestimentaires en leur possession, c'est finalement une autre Indienne, épouse d'un employé de la FUNAI, Indien lui aussi, qui consent à lui céder une robe blanche tout à fait décente. La femme n'ayant jamais quitté sa terre natale, la dense forêt amazonienne, elle sera comme figée pendant le vol aussi bien que pendant le trajet en voiture, de l'aéroport de Boa Vista jusqu'à la "maison de l'Indien".

Le lendemain et jour de notre départ, le 18 janvier, alors que nous rendions compte de notre voyage au délégué régional de la FUNAI, nous devions apprendre que non seulement la fiche d'identité et de santé de la femme, mais aussi son seul bagage, un régime de bananes en guise de provision, avait été perdus... Dans ces conditions, qu'en sera-t-il de son avenir et de celui de son peuple, maintenant que l'invasion de leur territoire me semble irrémédiable?

C o n c l u s i o n

En guise de conclusion, je puis dire que cette Mission et ce Rapport m'ont permis de faire le point d'une situation indigène qui me tient à coeur, que j'ai bien connu par le passé et qui n'a fondamentalement pas changé depuis 1975, date à laquelle je fus écarté par les autorités brésiliennes responsables pour avoir participé à ce même genre de missions et pour avoir rédigé ce même genre de rapports...

Pour ce qui est du mouvement indigène brésilien, et s'il est vrai que j'ai de l'estime pour des représentants de l'UNI tels qu'Ailton Krenak et Alvaro Tukano, il n'en reste pas moins que l'activité pourtant sincère de ce mouvement plus urbain que rural ne me convaint pas plus que l'inactivité de la FUNAI ou encore l'excès d'activité du CIMI. Si changement, voire mouvement, il y a, c'est moins au niveau d'une organisation régionale ou nationale à proprement parler qu'à celui d'une lente mais évidente prise de conscience des diverses communautés indiennes vraiment concernées! A en juger par la réunion de Surumu, le mouvement indigène brésilien se définit et se manifeste plus par son essence que par son existence, et il ne peut être comparé à certaines organisations politiques de l'Amérique du Sud andine.

Quant à la situation indigène brésilienne en général, l'exemple criant des Yanomami suffit à lui seul pour illustrer sa persistance accablante sinon troublante. Et, là encore, ce n'est ni l'activité de l'UNI ni celle de la FUNAI ou encore celle du CIMI, mais celle - on ne peut plus dévouée et plus désintéressée - des quelques membres, salariés et volontaires du CCPY qui fait que tout espoir de changement n'est pas perdu et que subsiste en Amazonie brésilienne une chance de survie indienne digne de ce nom.

A p p e n d i c e :

l e t t r e d e s I n d i e n s d e R o r a i m a a u
n o u v e a u P r é s i d e n t d e l a R é p u b l i q u e

Surumu, 9 de janeiro de 1985

Exmo. Sr.
Tancredo Neves
Presidente da Republica

Senhor Presidente,

Nos Tuxauás e lideranças das comunidades indígenas do Território Federal de Roraima, reunidos em nossa Assembleia Geral e Anual, debatemos juntos os assuntos que passamos a seu conhecimento.

Questão da Terra:

1. Representamos aproximadamente 40% da população deste Território e queremos que isso seja levado em consideração por seu governo, quando for definido algum projeto para este Território.

2. Temos contra nós a ação contínua dos parlamentares Mozarildo Cavalcanti e João Batista Fagundes que vem insistindo na entrada de mineradoras em nossas áreas.

3. Exigimos a demarcação das áreas indígenas deste Território com a retirada dos invasores como condição indispensável para a sobrevivência de nosso povo.

4. Exigimos a criação e demarcação de uma área contínua que atenda as condições de sobrevivência das comunidades

Macuxí que habitam a região entre os rios Surumu, Tacutu e Mau, com limites ao norte na fronteira com a Venezuela.

5. Exigimos a criação do Parque Yanomami com a retirada dos garimpeiros que lá se encontram.

Questão de Saúde:

O abandono a que fomos lançados tem nos custado a vida de centenas de membros de nossas comunidades, sendo que agora temos a ameaça de fechamento dos hospitais da Missão Conso-lata que até esta época nos tem assistido.

Questão de Educação:

A garantia de escolas e formação a que temos direito e sabemos ser obrigação da Fundação Nacional do Índio (FUNAI) e da Secretaria de Educação não nos é dada.

Necessitamos de atendimento e de recursos para que nossos filhos tenham garantido este direito.

Esperando contar com toda a sua atenção, subscrevemo-nos,

Muito respeitosamente,